



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 60.055/2
du 10 octobre 2016

sur

un avant-projet de loi
‘modifiant la loi sur la fonction
de police et la loi du
21 mars 2007 réglant
l’installation et l’utilisation de
caméras de surveillance, en
vue de régler l’utilisation de
caméras par les services de
police dans le cadre des
missions de police
administrative’

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 60.055/2
van 10 oktober 2016

over

een voorontwerp van wet ‘tot
wijziging van de wet op het
politieambt en de wet van
21 maart 2007 tot regeling van
de plaatsing en het gebruik van
bewakingscamera’s om het
gebruik van camera’s door de
politiediensten in het kader van
de opdrachten van bestuurlijke
politie te regelen’

Le 25 août 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de la Régie des bâtiments à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé jusqu'au 14 octobre 2016 ^(*), sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi sur la fonction de police et la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, en vue de régler l'utilisation de caméras par les services de police dans le cadre des missions de police administrative'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 10 octobre 2016. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Laurence VANCRAVEBECK, première auditrice.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 octobre 2016.

^(*) Par courriel du 26 août 2016.

*

Op 25 augustus 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Regie der gebouwen verzocht binnen een termijn van dertig dagen, verlengd tot 14 oktober 2016 ^(*), een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet op het politieambt en de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's om het gebruik van camera's door de politiediensten in het kader van de opdrachten van bestuurlijke politie te regelen'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 10 oktober 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Laurence VANCRAVEBECK, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 oktober 2016.

^(*) Bij e-mail van 26 augustus 2016.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet¹, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Il est renvoyé aux observations générales n^{os} 1 et 2 formulées dans l'avis 60.054/2, donné ce jour sur l'avant-projet de loi 'modifiant la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance'.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

ARRÊTÉ DE PRÉSENTATION

Il n'y a pas lieu de mentionner l'accomplissement de formalités préalables dans un arrêté royal de présentation d'un projet de loi². Il convient dès lors de supprimer les alinéas consacrés aux avis de la Commission de la protection de la vie privée, à l'avis du Conseil d'État et à l'analyse d'impact de la réglementation.

DISPOSITIF

Article 2

1. Seul le paragraphe 1^{er} énonce qu'il prévoit des règles pour le recours à des caméras par les services de police « dans le cadre de leurs missions de police administrative ».

Conformément à l'intention poursuivie, telle qu'elle résulte de l'exposé des motifs, cette précision devrait être généralisée à l'ensemble des paragraphes de la disposition en projet.

2.1. L'article 25/1, § 1^{er}, en projet de la loi du 21 mars 2007 permet aux services de police d'utiliser des caméras dans certains lieux fermés accessibles au public dont ils ne sont pas les gestionnaires.

¹ S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

² À l'exception de la mention de l'avis de la section de législation du Conseil d'État dans la seule hypothèse où, en raison de l'urgence, celui-ci se limite à examiner la compétence (application de l'article 3, § 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État) (*Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 226 et 227 et la formule F 5).

À ce propos, la Commission de la protection de la vie privée, dans son avis 50/2016 du 21 septembre 2016, a précisé qu'une telle utilisation ne pouvait pas être imposée au gestionnaire du lieu ³, autrement dit qu'elle nécessitait son accord.

Une telle précision devrait figurer dans le texte en projet.

2.2. Par ailleurs, en ce qui concerne l'observation de la Commission relative au rapport entre la possibilité offerte aux services de police d'utiliser des caméras dans des lieux fermés accessibles au public dont ils ne sont pas les gestionnaires et la possibilité prévue dans l'avant-projet de loi qui a donné lieu ce jour à l'avis 60.054/2, pour les mêmes lieux, de transmettre des images en temps réel aux services de police (article 14 de l'avant-projet, qui modifie l'article 9 de la loi du 21 mars 2007) ⁴, la fonctionnaire déléguée a précisé ce qui suit :

« La Commission de la protection de la vie privée (CPVP), dans le point 8 de son avis 50/2016, pose la question du rapport entre la possibilité pour les services de police d'utiliser des caméras (fixes et fixes temporaires) dans certains lieux fermés accessibles au public, et celle, prévue dans le second projet, pour la police, de se faire transmettre les images en temps réel dans les lieux fermés accessibles au public (déterminées par AR).

Il faut, pour pouvoir faire la différence entre les deux possibilités, faire la distinction entre les caméras concernées :

- Le projet d'article 25/1 de la loi sur la fonction de police (LFP) vise les caméras des services de police, celles qui sont gérées par eux, dont ils décident de l'installation et de l'utilisation, celles dont ils sont entièrement responsables du traitement ;

- Le projet de modification de l'alinéa 3 de l'article 9 de la loi caméras vise à permettre aux services de police d'avoir accès en temps réel aux images de caméras de surveillance dont ils ne sont, à la base, pas les gestionnaires : ces caméras sont installées et utilisées par d'autres responsables du traitement, les services de police n'ont pas choisi leur emplacement, ni les modalités d'utilisation, mais demandent d'avoir accès en temps réel aux images, pour mieux exercer leurs missions.

Cette deuxième possibilité est déjà prévue actuellement dans la loi caméras, spécifiquement pour les caméras des sociétés de transport en commun et des sites nucléaires. Et le but de ce projet est de permettre cet accès en temps réel pour d'autres lieux sensibles. Il ne s'agit pas de mettre les policiers derrière les écrans pour surveiller ces lieux en temps réel 24h/24, mais de leur permettre d'avoir cet accès en temps réel, lorsque cela est nécessaire pour l'exercice de leurs missions. Cet accès ne doit pas nécessairement se faire directement dans les locaux des services de police, il peut aussi consister en un accès aux images depuis le poste central du lieu même où sont placées les caméras de surveillance. Cela dépendra de l'accord qui aura été conclu entre les parties concernées (service de police et responsable du traitement pour le lieu en question).

Le principe de ce nouveau 3° serait donc similaire à celui de l'accès aux images des caméras des transports en commun, dans le cadre duquel il n'est pas non plus prévu d'apposer un pictogramme spécifique supplémentaire ».

Ces précisions méritent de figurer dans le commentaire de l'article.

³ Observation n° 8, p. 7.

⁴ Voir l'avis 50/2016 précité, observation n° 8, pp. 7 et 8.

3. La définition de la notion de « caméra intelligente » fournie par le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 3^o, est extrêmement large. Cela résulte de l'usage des mots « outre le fait qu'elle traite des images » et de la référence à la notion d'« informations », cette notion devant en effet s'entendre comme se rapportant à des outils qui traitent non seulement des images mais également d'autres données personnelles, spécialement des données audio ⁵.

Cette définition doit être précisée de manière à la rendre compatible avec l'objet de la législation en projet, limité au traitement des images.

4. L'article 25/1, § 2, alinéa 3, en projet de la loi du 5 août 1992 'sur la fonction de police' prévoit qu'une nouvelle autorisation doit être demandée en cas de changement de type de caméras ou des finalités d'utilisation. Cet alinéa devrait être complété pour préciser qu'une nouvelle autorisation doit également être demandée en cas de changement de lieu.

5. Le Conseil d'État suppose que la publicité dont il est question au paragraphe 2, alinéa 5, en projet est celle prévue par ailleurs de manière générale pour les actes des autorités énumérées à l'alinéa 1^{er} du même paragraphe.

Si l'intention est différente, l'avant-projet sera amendé en ce sens ou complété par une habilitation au Roi à cet effet.

6. À l'article 25/1, § 3, alinéa 3, afin de mieux cerner les hypothèses dans lesquelles l'utilisation visible de caméras est autorisée, il convient de remplacer les termes « pour les catégories visées par l'article 44/5, § 1^{er}, 2^o, 3^o, 4^o, 5^o pour les articles 18, 19 et 20, et 6^o » par les termes suivants : « dans les hypothèses visées à l'article 44/5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o à 6^o. En ce qui concerne l'article 44/5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, cette utilisation ne peut en outre être autorisée qu'à l'égard des catégories de personnes visées aux articles 18, 19 et 20 ».

7. En utilisant la périphrase « Cela vise les situations suivantes : », la formulation de l'article 25/1, § 4, alinéa 1^{er}, en projet laisse entendre que l'énumération figurant aux points 1^o à 4^o de cette disposition ne désignerait pas une condition à part entière de licéité de l'utilisation de caméras non visibles, mais constituerait une simple explicitation, sur le mode limitatif, des « cas où les circonstances ne permettent pas aux fonctionnaires de police d'être identifiables ou sont de nature à rendre inopérante l'utilisation de caméras de manière visible ».

Cette lecture ne correspond manifestement pas à l'intention de l'auteur de l'avant-projet. Le commentaire de la disposition concernée fait en effet apparaître que l'existence « de circonstances ne permett[a]nt pas aux fonctionnaires de police d'être identifiables ou [étant] de nature à rendre inopérante l'utilisation de caméras de manière visible », d'un côté, et la survenance de l'une des situations visées par l'énumération reprise aux points 1^o à 4^o, d'un autre côté, sont deux conditions distinctes, et cumulatives, de la licéité du recours aux caméras non visibles ⁶.

⁵ Voir l'avis 50/2016 de la Commission de la protection de la vie privée, observation 7.

⁶ Voir en effet la page 16 de l'exposé des motifs : « Pour entrer dans la première catégorie d'utilisations non visibles, il faudra *tout d'abord* que l'on soit dans un cas où les circonstances ne permettent pas aux fonctionnaires de police

La formulation de l'article 25/1, § 4, alinéa 1^{er}, doit donc être revue pour mieux traduire l'intention de l'auteur de l'avant-projet.

8. Au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, 3^o, l'objet de la possibilité d'utiliser des caméras fixes temporaires et mobiles de manière non visible porte sur des missions de police judiciaire dès lors qu'il s'agit de rechercher les preuves relatives à l'éventuelle commission d'infractions.

Ceci n'entre pas en cohérence avec l'objectif général de l'avant-projet.

Il est renvoyé sur ce point à l'observation 1 ci-dessus.

La disposition sera réexaminée en tenant compte des garanties devant être offertes en la matière lorsque les missions concernent des actions de police judiciaire ⁷.

9. À l'article 25/1, § 4, alinéa 4, dernière phrase, de l'accord de la fonctionnaire déléguée, les termes « conformément aux dispositions dudit alinéa » seront remplacés par les termes « aux mêmes conditions ».

10. Comme l'a observé la Commission de la protection de la vie privée ⁸, l'article 25/1 en projet de la loi du 5 août 1992 ne contient pas de disposition similaire à l'article 10 de la loi du 21 mars 2007, qui interdit que les caméras de surveillance fournissent des images portant atteinte à l'intimité d'une personne ou visent à recueillir des données sensibles (opinions philosophiques, religieuses, politiques ou syndicales, origine ethnique ou sociale, vie sexuelle ou état de santé). À propos de cette absence, la fonctionnaire déléguée a précisé ce qui suit :

« Si de telles garanties spécifiques n'ont pas été reprises dans ce projet d'article 25/1, c'est en raison du fait que cet article va être inséré dans la LFP, qui comporte elle-même une section relative à la gestion des informations (articles 44/1 à 44/11/13). Cette section prévoit les règles applicables pour tous les traitements d'informations et de données à caractère personnel par les services de police, dont les images de caméras (cela est expliqué dans l'exposé des motifs). Il est notamment prévu que les services de police peuvent traiter des informations et données à caractère personnel pour autant qu'elles présentent un caractère pertinent, adéquat et non excessif au regard des finalités de police administrative et judiciaire pour lesquelles elles sont obtenues, et il est également fait référence à la loi sur la protection de la vie privée (qui reste donc applicable).

d'être identifiables ou seraient de nature à rendre l'utilisation de caméras mobiles ou fixes temporaires de manière visible inopérante [...]. Pour que, dans ces circonstances, les caméras fixes temporaires ou mobiles puissent être utilisées de manière non visible, il faudra *en outre* être dans un des cas prévus et obtenir une autorisation préalable. Les cas prévus limitativement sont des cas où, dans l'exercice de leurs missions, les services de police peuvent justifier de la nécessité légitime d'utiliser les caméras de manière non visible, que ce soit pour garantir le bon déroulement de l'opération de police ou pour garantir la sécurité de leurs membres en intervention ou des tiers » (le Conseil d'État souligne). Voir aussi la page 19 : « Dans ces quatre situations, l'utilisation de caméras mobiles ou fixes temporaires de manière non visible ne pourra donc avoir lieu que si les circonstances ne permettent pas aux fonctionnaires de police d'être identifiables ou rendraient une utilisation visible inopérante ET si une autorisation préalable a été obtenue ».

⁷ Voir en ce sens le paragraphe 5 en projet.

⁸ Voir l'observation n° 12 de l'avis 50/2016 précité.

Vu l'application de ces règles, il ne nous semblait pas nécessaire de reprendre, dans ce projet d'article 25/1, des règles supplémentaires concernant le traitement des images obtenues au moyen de caméras ».

L'article 10 de la loi du 21 mars 2007 instaure une interdiction qui ne souffre aucune exception et constitue donc une garantie particulière propre à l'utilisation des caméras de surveillance, plus protectrice que le droit commun⁹. L'absence d'une telle disposition en matière d'utilisation de caméras par les services de police, contrairement à ce qui est prévu pour l'utilisation de caméras de surveillance par la loi du 21 mars 2007, devrait, si elle était maintenue, pouvoir être justifiée au regard du principe d'égalité et de non discrimination.

Articles 3 à 6

Il est renvoyé à l'observation générale 1 formulée dans l'avis 60.054/2 donné ce jour sur l'avant-projet de loi 'modifiant la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance'.

*

⁹ Les articles 6 et 7 de la loi du 8 décembre 1992 'relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel' prévoient en effet une série d'hypothèses dans lesquelles le traitement de données sensibles (relatives à l'origine raciale ou ethnique, aux opinions politiques, aux convictions religieuses ou philosophiques, à l'appartenance syndicale, à la vie sexuelle ou encore à la santé) est autorisé.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,¹ de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

Er wordt verwezen naar de algemene opmerkingen 1 en 2 die geformuleerd zijn in advies 60.054/2, dat vandaag is gegeven over het voorontwerp van wet ‘tot wijziging van de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera’s’.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

INDIENINGSBESLUIT

In een koninklijk besluit tot indiening van een wetsontwerp behoort geen melding te worden gemaakt van de vervulling van voorafgaande vormvereisten.² Bijgevolg moeten de leden betreffende het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, betreffende het advies van de Raad van State en betreffende de regelgevingsimpactanalyse worden geschrapt.

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. Alleen in paragraaf 1 staat te lezen dat daarbij regels worden vastgesteld voor het gebruik van camera’s door de politiediensten “in het kader van hun opdrachten van bestuurlijke politie”.

Overeenkomstig de nagestreefde doelstelling, zoals die uit de memorie van toelichting blijkt, zou die precisering voor alle paragrafen van de ontworpen bepaling moeten gelden.

¹ Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

² Uitgezonderd de vermelding van het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, doch alleen in het geval dat de Raad zich wegens de dringende noodzakelijkheid beperkt tot het onderzoek van de bevoegdheid (toepassing van artikel 3, § 2, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State) (*Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 226 en 227 en formule F 5).

2.1. Het ontworpen artikel 25/1, § 1, van de wet van 21 maart 2007 maakt het mogelijk dat de politiediensten camera's gebruiken in bepaalde voor het publiek toegankelijke besloten plaatsen waarvan zij niet de beheerder zijn.

In dit verband heeft de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in haar advies 50/2016 van 21 september 2016 opgemerkt dat een dergelijk gebruik niet aan de beheerder van de plaats kan worden opgedrongen,³ met andere woorden dat hij ermee moet instemmen.

Een precisering in die zin zou in de ontworpen tekst opgenomen moeten worden.

2.2. Met betrekking tot de opmerking van de Commissie over het verband tussen de mogelijkheid die aan de politiediensten geboden wordt om camera's te gebruiken in voor het publiek toegankelijke besloten plaatsen waarvan zij niet de beheerder zijn, en de mogelijkheid bepaald in het voorontwerp van wet waarover vandaag advies 60.054/2 is gegeven, om voor diezelfde plaatsen beelden in real time aan de politiediensten te laten overdragen (artikel 14 van het voorontwerp, waarbij artikel 9 van de wet van 21 maart 2007 wordt gewijzigd),⁴ heeft de gemachtigde ambtenaar overigens het volgende opgemerkt:

“La Commission de la protection de la vie privée (CPVP), dans le point 8 de son avis 50/2016, pose la question du rapport entre la possibilité pour les services de police d'utiliser des caméras (fixes et fixes temporaires) dans certains lieux fermés accessibles au public, et celle, prévue dans le second projet, pour la police, de se faire transmettre les images en temps réel dans les lieux fermés accessibles au public (déterminées par AR).

Il faut, pour pouvoir faire la différence entre les deux possibilités, faire la distinction entre les caméras concernées :

- Le projet d'article 25/1 de la loi sur la fonction de police (LFP) vise les caméras des services de police, celles qui sont gérées par eux, dont ils décident de l'installation et de l'utilisation, celles dont ils sont entièrement responsables du traitement ;

- Le projet de modification de l'alinéa 3 de l'article 9 de la loi caméras vise à permettre aux services de police d'avoir accès en temps réel aux images de caméras de surveillance dont ils ne sont, à la base, pas les gestionnaires : ces caméras sont installées et utilisées par d'autres responsables du traitement, les services de police n'ont pas choisi leur emplacement, ni les modalités d'utilisation, mais demandent d'avoir accès en temps réel aux images, pour mieux exercer leurs missions.

Cette deuxième possibilité est déjà prévue actuellement dans la loi caméras, spécifiquement pour les caméras des sociétés de transport en commun et des sites nucléaires. Et le but de ce projet est de permettre cet accès en temps réel pour d'autres lieux sensibles. Il ne s'agit pas de mettre les policiers derrière les écrans pour surveiller ces lieux en temps réel 24h/24, mais de leur permettre d'avoir cet accès en temps réel, lorsque cela est nécessaire pour l'exercice de leurs missions. Cet accès ne doit pas nécessairement se faire directement dans les locaux des services de police, il peut aussi consister en un accès aux images depuis le poste central du lieu même où sont placées les caméras de surveillance. Cela dépendra de l'accord qui aura été conclu entre les parties concernées (service de police et responsable du traitement pour le lieu en question).

³ Opmerking 8, p. 7.

⁴ Zie het voornoemde advies 50/2016, opmerking 8, p. 7 en 8.

Le principe de ce nouveau 3° serait donc similaire à celui de l'accès aux images des caméras des transports en commun, dans le cadre duquel il n'est pas non plus prévu d'apposer un pictogramme spécifique supplémentaire”.

Die preciseringen zouden in de bespreking van het artikel moeten staan.

3. De definitie van het begrip “intelligente camera”, in paragraaf 1, tweede lid, 3°, is uitermate ruim. Dat volgt uit het gebruik van de woorden “die niet alleen beelden verwerkt” en uit de verwijzing naar het begrip “informatie”, dat immers moet worden opgevat als betrekking hebbend op middelen die niet alleen beelden maar ook andere persoonsgegevens, in het bijzonder audiogegevens, verwerken.⁵

Die definitie moet aldus gepreciseerd worden dat ze verenigbaar wordt met de opzet van de ontworpen wetgeving, die alleen betrekking heeft op de verwerking van beelden.

4. Het ontworpen artikel 25/1, § 2, derde lid, van de wet van 5 augustus 1992 ‘op het politieambt’ bepaalt dat een nieuwe toestemming moet worden gevraagd ingeval van wijziging van het type camera of van de gebruiksdoeleinden. Dat lid zou aldus aangevuld moeten worden dat bepaald wordt dat een nieuwe toestemming ook moet worden gevraagd ingeval van wijziging van de plaats.

5. De Raad van State veronderstelt dat de openbaarmaking waarvan sprake is in de ontworpen paragraaf 2, vijfde lid, dezelfde is als die waarin overigens in het algemeen is voorzien voor de handelingen van de overheden die in het eerste lid van dezelfde paragraaf zijn opgesomd.

Indien dat niet de bedoeling is, moet het voorontwerp in die zin worden gewijzigd of worden aangevuld met een machtiging aan de Koning te dien einde.

6. Om nader te omschrijven in welke gevallen camera's op zichtbare wijze gebruikt mogen worden, zouden in artikel 25/1, § 3, derde lid, de woorden “voor de categorieën bedoeld in artikel 44/5, § 1, 2°, 3°, 4°, 5° voor wat betreft de artikelen 18, 19 en 20, 6°” moeten worden vervangen door de volgende woorden: “in de gevallen bedoeld in artikel 44/5, § 1, eerste lid, 2° tot 6°. Wat artikel 44/5, § 1, eerste lid, 5°, betreft, kan dat gebruik bovendien alleen worden toegelaten ten aanzien van de categorieën van personen vermeld in de artikelen 18, 19 en 20”.

7. De omschrijvende formulering “Het betreft de volgende situaties:” in het ontworpen artikel 25/1, § 4, eerste lid, wekt de indruk dat de opsomming in de bepalingen onder 1° tot 4° van dat lid niet zou verwijzen naar een volwaardige voorwaarde voor de geoorloofdheid van het op niet-zichtbare wijze gebruiken van camera's, maar een gewone, limitatief gestelde toelichting zou zijn van de “gevallen waarin de omstandigheden de politieambtenaren niet in staat stellen zich te identificeren of van die aard zijn dat ze het zichtbaar gebruik van camera's ondoeltreffend maken”.

⁵ Zie advies 50/2016 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, opmerking 7.

Die uitlegging stemt duidelijk niet overeen met de bedoeling van de steller van het voorontwerp. Uit de bespreking van de bepaling in kwestie blijkt immers dat het zich voordoen van “omstandigheden [die de] politieambtenaren niet in staat stellen zich te identificeren of [die] van dien aard zijn dat zij het zichtbare gebruik van camera's ondoeltreffend maken”, enerzijds, en het zich voordoen van een van de situaties die vermeld zijn in de opsomming die in de bepalingen onder 1° tot 4° gegeven wordt, anderzijds, twee afzonderlijke en cumulatieve voorwaarden zijn voor de geoorlooftheid van het niet-zichtbare gebruik van camera's.⁶

De formulering van artikel 25/1, § 4, eerste lid, moet dan ook aldus worden herzien dat de bedoeling van de steller van het voorontwerp beter wordt weergegeven.

8. De mogelijkheid om tijdelijk vaste en mobiele camera's op niet-zichtbare wijze te gebruiken, bepaald in paragraaf 4, eerste lid, 3°, heeft betrekking op de opdrachten van gerechtelijke politie, aangezien het de bedoeling is te zoeken naar bewijzen in verband met strafbare feiten die gepleegd zouden zijn.

Dat stemt niet overeen met de algemene doelstelling van het voorontwerp.

In dat verband wordt verwezen naar opmerking 1 hierboven.

De bepaling moet opnieuw worden onderzocht, rekening houdend met de waarborgen die ter zake geboden moeten worden wanneer de opdrachten te maken hebben met acties van gerechtelijke politie.⁷

9. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de woorden “overeenkomstig de bepalingen van dit lid” in artikel 25/1, § 4, vierde lid, laatste zin, moeten worden vervangen door de woorden “onder dezelfde voorwaarden”.

10. Zoals de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer heeft opgemerkt,⁸ bevat het ontworpen artikel 25/1 van de wet van 5 augustus 1992 geen bepaling die vergelijkbaar is met artikel 10 van de wet van 21 maart 2007, naar luid waarvan bewakingscamera's geen beelden mogen opleveren die de intimiteit van een persoon schenden en evenmin gericht mogen zijn op het inwinnen van gevoelige gegevens (filosofische, religieuze,

⁶ Zie immers pagina 16 van de memorie van toelichting: “Om deel uit te maken van de eerste categorie van niet-zichtbaar gebruik, dient het *allereerst* om een geval te gaan waarin de omstandigheden politieambtenaren niet in staat stellen zich te identificeren of van dien aard zijn dat zij het zichtbare gebruik van mobiele of tijdelijk vaste camera's ondoeltreffend maken. (...) Om de tijdelijk vaste of mobiele camera's in deze omstandigheden op niet-zichtbare wijze te mogen gebruiken zal men zich *bovendien* in een van de voorziene gevallen moeten bevinden en een voorafgaande toestemming moeten bekomen. De limitatief voorziene gevallen zijn de gevallen waarin de politiediensten, in het kader van de uitoefening van hun opdrachten, kunnen aantonen dat camera's op niet-zichtbare wijze moeten worden gebruikt, om het goede verloop van de politieoperatie te garanderen of om de veiligheid van hun leden die tussenbeide komen of van derden te garanderen” (cursivering van de Raad van State). Zie ook pagina 19: “In deze vier situaties zullen mobiele of tijdelijk vaste camera's enkel op niet-zichtbare wijze kunnen worden gebruikt indien de omstandigheden de politieambtenaren niet in staat stellen zich te identificeren of van dien aard zijn dat zij het zichtbare gebruik ondoeltreffend zouden maken, EN indien een voorafgaande toestemming bekomen werd.”

⁷ Zie in die zin de ontworpen paragraaf 5.

⁸ Zie opmerking 12 van het voornoemde advies 50/2016.

politieke of syndicale gezindheid, etnische of sociale origine, het seksuele leven of de gezondheidstoestand). In verband met de ontstentenis van een dergelijk artikel heeft de gemachtigde ambtenaar op het volgende gewezen:

“Si de telles garanties spécifiques n’ont pas été reprises dans ce projet d’article 25/1, c’est en raison du fait que cet article va être inséré dans la LFP, qui comporte elle-même une section relative à la gestion des informations (articles 44/1 à 44/11/13). Cette section prévoit les règles applicables pour tous les traitements d’informations et de données à caractère personnel par les services de police, dont les images de caméras (cela est expliqué dans l’exposé des motifs). Il est notamment prévu que les services de police peuvent traiter des informations et données à caractère personnel pour autant qu’elles présentent un caractère pertinent, adéquat et non excessif au regard des finalités de police administrative et judiciaire pour lesquelles elles sont obtenues, et il est également fait référence à la loi sur la protection de la vie privée (qui reste donc applicable).

Vu l’application de ces règles, il ne nous semblait pas nécessaire de reprendre, dans ce projet d’article 25/1, des règles supplémentaires concernant le traitement des images obtenues au moyen de caméras”.

Artikel 10 van de wet van 21 maart 2007 stelt een verbod in waarop geen enkele uitzondering mogelijk is en vormt dan ook een bijzondere waarborg die specifiek voor het gebruik van bewakingscamera’s geldt en die meer bescherming biedt dan het gemeen recht.⁹ Het ontbreken van een dergelijke bepaling inzake het gebruik van camera’s door de politiediensten, in tegenstelling tot wat in de wet van 21 maart 2007 voor het gebruik van bewakingscamera’s wordt bepaald, zou, indien daaraan niets gedaan wordt, gerechtvaardigd moeten kunnen worden in het licht van het beginsel van gelijkheid en van non-discriminatie.

Artikelen 3 tot 6

Er wordt verwezen naar algemene opmerking 1 die geformuleerd is in advies 60.054/2, dat vandaag is gegeven over het voorontwerp van wet ‘tot wijziging van de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera’s’.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT

⁹ De artikelen 6 en 7 van de wet van 8 december 1992 ‘tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van de persoonsgegevens’ voorzien namelijk in een reeks gevallen waarin de verwerking van gevoelige gegevens (in verband met de raciale of etnische afkomst, de politieke opvattingen, de godsdienstige of levensbeschouwelijke overtuiging, het lidmaatschap van een vakvereniging, het seksuele leven of nog de gezondheid) toegestaan is.